

## **Commission paritaire des Pompes funèbres CP 320**

### **Convention collective de travail du 20 novembre 2020 concernant le régime de pension sectoriel des travailleurs employés dans une entreprise relevant de la CP 320.**

#### **Chapitre I - Champ d'application**

**Art. 1.** La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des organisations qui relèvent de la Commission paritaire des Pompes funèbres CP 320.

Par « travailleurs », on entend tous les collaborateurs.

#### **Chapitre II - Déclaration de force obligatoire**

**Art. 2.** Les parties demandent de rendre obligatoire cette convention collective de travail.

#### **Chapitre III - Définitions et notions**

**Art. 3.** Les définitions et notions reprises dans la présente convention collective de travail et ses annexes doivent être comprises dans le sens défini par la Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (ci-après dénommée LPC) et ses arrêtés d'exécution et, également le cas échéant, par la convention collective de travail du 09/06/2020 relative à la création du Fonds social et de Garantie pour les Pompes Funèbres.

#### **Chapitre IV - Objet**

**Art. 4.** La présente convention collective de travail est conclue en application de l'article 10 de la LPC.

**Art. 5.** Le seul objet de cette convention collective de travail est l'introduction, à partir du 01/01/2020, d'un régime de pension sectoriel pour les travailleurs des organisations qui relèvent de la Commission paritaire 320.

#### **Chapitre V - Objectif**

**Art. 6.** L'objectif du régime de pension sectoriel est double. Garantir, en dehors de l'obligation légale en matière de pensions et en complément :

- aux affiliés eux-mêmes, s'ils sont encore en vie à l'échéance, un capital qui peut être converti en rente de pension viagère ;
- aux bénéficiaires, un capital qui peut être converti en rente de survie viagère.

#### **Chapitre VI - Opting-out**

**Art. 7 .** La possibilité, telle que prévue dans la LPC, qui permet aux employeurs d'organiser eux-mêmes l'exécution du régime de pension dans un régime de pension (« Opting-out ») n'est pas appliquée.

## **Chapitre VII - Organisateur**

**Art. 8.** Le Fonds social et de Garantie pour les Pompes Funèbres CP 320, créé par la convention collective de travail du 09/06/2020, est l'organisateur. Ce fonds, dont le siège social est situé à 1000 Bruxelles, Boulevard Anspach 111, boîte 13, est un fonds de sécurité d'existence. Il sera ci-après dénommé l'organisateur.

## **Chapitre VIII - Régime de pension**

**Art. 9.** Les règles et les modalités concernant l'exécution du régime de pension, ainsi que les droits et obligations de l'organisateur, de l'organisme de pension, des employeurs qui relèvent du champ d'application de la présente convention collective de travail, des affiliés et de leurs bénéficiaires, sont fixées dans le règlement de pension joint à la présente convention collective de travail en annexe 1.

**Art. 10.** L'organisateur confie la gestion du régime de pension à AG Insurance Belgium, société anonyme, dont le siège social est situé à 1000 Bruxelles, Boulevard Emile Jacqmain 53 (autorisée par la Commission bancaire, financière et des assurances sous le numéro 79), ci-après dénommée l'organisme de pension.

## **Chapitre IX - Financement du régime de pension sectoriel**

**Art. 11.** Les règles et les modalités relatives au financement du régime de pension sectoriel sont fixées dans un règlement de financement joint en annexe 2 de la présente convention collective de travail.

## **Chapitre X – Entrée en vigueur du régime de pension sectoriel**

**Art. 12.** Le régime de pension sectoriel est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## **Chapitre XI - Entrée en vigueur, durée et procédure de résiliation de la présente convention collective de travail**

**Art. 13.** La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et est conclue pour une durée indéterminée.

**Art. 14.** - Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires en ce qui concerne les signatures de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le Président et le Secrétaire.

**Art. 15.** Cette convention collective de travail peut être résiliée moyennant le respect des conditions cumulatives suivantes :

a) application de l'article 10 de la LPC, ce qui signifie que la décision de suppression du régime de pension sectoriel n'est valable que si elle a recueilli 80 % des voix des membres ordinaires ou suppléants représentant les employeurs, désignés au sein de l'organe paritaire, et 80 % des voix des membres ordinaires ou suppléants représentant les travailleurs, désignés au sein de l'organe paritaire,

et,

b) moyennant un délai de préavis de six mois, signifié par lettre recommandée adressée au président de la Commission paritaire des pompes funèbres.

**Art. 16.** La nullité ou l'inopposabilité d'une des dispositions de la présente convention n'affecte pas la validité ou l'opposabilité des autres dispositions.

## **Chapitre XII - Annexes**

**Art. 17.** Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente convention collective de travail :

- a) Annexe 1 : Règlement de pension
- b) Annexe 2 : Règlement de financement

# ANNEXE 1 : RÈGLEMENT DE PENSION

## RÈGLEMENT DE PENSION POUR LES TRAVAILLEURS RESSORTANT DE LA COMMISSION PARITAIRE 320

### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

#### Tables des matières

1. Objet et but.....	3
2. Gestion.....	3
3. Documents .....	3
4. Fonctionnement dans le temps.....	3
5. Notions et définitions .....	3
6. Affiliation .....	5
7. Droits acquis de l'affilié sur les réserves.....	6
8. L'organisme de pension et sa désignation.....	6
9. L'allocation de pension et son utilisation .....	6
9.1 Le montant de la dotation .....	6
9.2 L'utilisation de la dotation.....	6
9.3 Le rendement.....	7
9.4 Participation bénéficiaire .....	7
9.5 Tarifs.....	7
9.5.1. Principe.....	7
9.6 Paiement.....	8
10. Prestation à la date terme .....	8
10.1 La date terme normale .....	8
10.2 Poursuite du travail après 67 ans ou report de la date terme .....	8
11. Prestation en cas de décès avant la date terme .....	8
12. L'affilié quitte le secteur avant la date terme .....	8
12.1 Sortie .....	8
12.2 Options.....	9
13. Le mode de paiement .....	10
14. Bénéficiaire .....	10
14.1 Le bénéficiaire de la prestation à la date terme.....	10
14.2 Le bénéficiaire de la prestation en cas de décès .....	10
14.3 Désignation du bénéficiaire .....	11
15. Obligations de l'organisateur .....	11

16. Obligations de l'affilié et de l'ayant droit.....	11
17. Conséquences du non-paiement des dotations .....	12
18. Dispositions fiscales.....	12
18.1 Généralités .....	12
18.2 Législation fiscale applicable .....	12
18.3 Statut fiscal de l'allocation de pension .....	12
18.4 Taxation des prestations assurées.....	13
19. Comité de contrôle .....	13
20. Réserves provenant d'un emploi précédent.....	13
21. Information.....	13
21.1 Le règlement de pension.....	14
21.2 Information annuelle .....	14
Fiche de pension .....	14
Historique.....	14
Informations concernant les montants en rente .....	14
21.3 Rapport de gestion .....	14
21.4 Déclaration relative aux principes d'investissement .....	14
21.5 Comptes annuels et rapport annuel de l'organisme de pension.....	15
22. Fonds de financement .....	15
23. Modification du présent règlement.....	16
24. Dispositions finales.....	16
25. Litiges et droit applicable.....	16
26. Autres dispositions - Annexe GDPR.....	16

## 1. Objet et but

En exécution de la CCT du 12 mai 2020, le Fonds Social et de Garantie pour les Pompes Funèbres, ci-après dénommé l'organisateur, met en place un régime de pension sectoriel.

L'engagement de pension a pour but de constituer un capital à verser à l'affilié ou à son (ses) bénéficiaire(s) en cas de décès de l'affilié avant la date de fin prévue.

Le capital peut être converti en rente à la demande de l'affilié ou du/des bénéficiaire(s).

L'objectif de ce régime de pension est de garantir, en dehors des obligations légales en matière de pensions et en guise d'amélioration :

- a) à l'affilié lui-même, un capital s'il est vivant à l'âge terme ;
- b) au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) par ce règlement, un capital en cas de décès de l'affilié avant l'âge terme.

Le règlement de pension doit être lu conjointement avec le règlement de financement - la Convention collective de travail du 12 mai 2020 relative au financement de la pension complémentaire sectorielle dans le secteur des entreprises de pompes funèbres, CP 320.

## 2. Gestion

Dans le cadre de la structure juridique de l'organisme de pension, l'organisateur peut choisir de confier à des tiers un ou plusieurs aspects de la gestion.

L'organisateur confie la gestion du régime de pension à un organisme de pension. La désignation de l'organisme de pension se fait par convention collective de travail.

## 3. Documents

Le **règlement de pension** est l'ensemble des dispositions contractuelles qui fixent les conditions de l'assurance de groupe, qui met en œuvre le régime de pension, ainsi que les droits et obligations des travailleurs en matière d'affiliation, les droits et d'obligations de l'affilié, de l'organisateur et de l'organisme de pension concernant l'assurance.

## 4. Fonctionnement dans le temps

Le présent règlement de pension entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## 5. Notions et définitions

Aux fins de la présente convention collective de travail, on entend par

- **Régime de pension :**  
Engagement collectif de pension
  
- **Organisateur :**  
Le Fonds social et de Garantie pour les Pompes Funèbres, Boulevard Anspach 111, bte 13, 1000 Bruxelles.
  
- **Commission paritaire**  
La Commission paritaire des Pompes funèbres, ou CP 320.
  
- **L'affilié actif**  
Le travailleur au service de l'employeur, pour lequel l'organisateur a introduit un régime de pension et où le travailleur répond aux conditions d'affiliation de ce régime de pension.
  
- **L'affilié passif - « dormant »**  
L'ancien travailleur qui bénéficie encore de droits actuels ou différés et qui, au moment de son départ à la pension, a choisi de laisser ses réserves acquises auprès de l'organisme de pension, sans modification de l'engagement de pension.
  
- **L'ancien affilié**  
soit l'affilié qui atteint l'âge terme, soit le travailleur qui, après sa sortie, transfère directement ses réserves acquises.
  
- **Date d'affiliation**  
la date à laquelle l'affiliation au plan de pension sectoriel commence. L'affiliation a lieu dès l'entrée en service (et au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2020). Les collaborateurs déjà pensionnés ne sont pas affiliés.
  
- **Actuaire (désigné)**  
la/les personne(s) désignée(s) par l'organisme de pension qui dispose(nt) des connaissances actuarielles légalement requises.
  
- **FSMA**  
Autorité des services et marchés financiers.
  
- **BNB**  
Banque nationale de Belgique.
  
- **Rémunération de référence**  
Le salaire brut d'un trimestre tel qu'il est connu dans la DmfA sous les codes 01 à 09 inclus.  
  
Les salaires bruts pour les ouvriers sont calculés à 108% et les salaires bruts pour les employés à 100%.
  
- **ONSS**  
L'Office national de sécurité sociale.
  
- **Engagement du type 'contributions fixes'**  
L'engagement de verser des contributions fixes au préalable ; les régimes de type « Cash Balance », où les prestations sont déterminées par référence à un montant fixe d'épargne capitalisée à un taux de rendement théorique, sont assimilés à des engagements de type « contributions fixes ».

- **Prestation acquise**  
La prestation à laquelle l'affilié peut prétendre conformément au règlement de pension s'il laisse sa réserve acquise auprès de l'organisme de pension à son départ.
- **Réserve acquise**  
La réserve à laquelle l'affilié a droit à un moment donné conformément au règlement de pension.
- **LPC**  
La loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 15 mai 2003, 2<sup>e</sup> édition, p. 26407, erratum MB 26 mai 2003) et ses arrêtés d'exécution.
- **Travailleurs**  
Les travailleurs masculins et féminins désignés dans la DmfA par le code travailleur 015, 495 et employés par les employeurs qui relèvent de la Commission paritaire des Pompes funèbres.
- **Employeur** : la personne physique ou morale relevant de la Commission paritaire 320.
- **Âge de la pension** : l'âge légal de la pension
- **Organisme de pension** : AG Insurance Belgium, société anonyme, ayant son siège social à 1000 Bruxelles, Boulevard Emile Jacqmain 53 (agrée par la Commission bancaire, financière et des assurances sous le numéro 79).
- **Départ à la retraite** : début effectif de la pension de retraite, anticipée ou non, dans le régime légal de pension pour les salariés.
- **Sortie** :
  - Soit la fin du contrat de travail, autrement que par le départ à la retraite ou le décès, dans la mesure où l'affilié n'a pas conclu un nouveau contrat de travail avec un employeur qui relève également du champ d'application de la convention collective de travail du 20/11/2020.
  - Soit la fin de l'affiliation due au fait que le travailleur ne remplit plus les conditions d'affiliation visées au point 6, sans que cela s'accompagne de la fin du contrat de travail, autrement que par le décès ou le départ à la retraite ;
  - Soit la fin de l'affiliation due au fait que l'employeur ou, en cas de transfert du contrat de travail, le nouvel employeur ne relève plus du champ d'application de la convention collective de travail du 20/11/2020. La sortie est supposée avoir lieu le dernier jour du trimestre.

Les notions mentionnées ci-dessus et celles reprises dans le présent règlement de pension et ses annexes doivent être interprétées dans le sens défini dans la LPC.

## 6. Affiliation

L'affiliation est obligatoire pour tous les travailleurs employés dans le cadre d'un contrat de travail auprès d'un employeur qui relève du champ d'application de la convention collective de travail du 20 novembre 2020 instituant le régime de pension sectoriel à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour les



travailleurs des entreprises de pompes funèbres ou, le cas échéant, des conventions collectives qui la modifient.

Tout travailleur qui remplit ces conditions d'affiliation est automatiquement et obligatoirement affilié. L'affilié continue de se constituer des droits de pension tant qu'il reste au service d'un employeur dans le secteur des pompes funèbres.

L'affiliation s'arrête :

- lorsque l'affilié prend sa retraite ;
- en cas de décès de l'affilié avant le départ à la retraite.

## 7. Droits acquis de l'affilié sur les réserves

Les réserves constituées sur les comptes individuels sont immédiatement acquises par l'affilié.

L'affilié qui a choisi de transférer ses réserves acquises à un autre organisme de pension et qui est ensuite réaffilié est également considéré comme un nouvel affilié.

Le rachat des droits acquis avant la date terme ou l'anticipation, les avances sur les contrats et les mises en gage ne sont pas autorisés. Si l'affilié ou son/ses bénéficiaire(s) n'a/ont pas droit aux réserves constituées sur les comptes individuels, ces montants sont versés dans le fonds de financement.

## 8. L'organisme de pension et sa désignation

La gestion de l'engagement de pension est confiée à l'organisme de pension. La désignation de l'organisme de pension se fait par convention collective de travail du 20 novembre 2020.

## 9. L'allocation de pension et son utilisation

### 9.1 Le montant de la dotation

Les prestations au moment de la pension et en cas de décès anticipé avant la date terme sont financées par des dotations de pension trimestrielles versées par l'organisateur pour l'employeur au profit de l'affilié à l'organisme de pension.

L'ONSS est chargé de la perception de ces allocations de pension.

Les règles et les modalités relatives au financement du régime de pension sectoriel sont fixées dans la convention collective de travail du 12 mai 2020 relative au financement de la pension complémentaire sectorielle dans le secteur des entreprises de pompes funèbres, CP 320.

### 9.2 L'utilisation de la dotation

La garantie vie prévoit la constitution d'une prestation vie sous la forme de capital à l'âge de la pension.

La dotation est versée sur un compte de pension individuel pour chaque affilié, après déduction de tous les frais de gestion et des charges fiscales et parafiscales, pour l'assurance d'un « capital différé avec remboursement de la réserve en cas de décès » (CDARR).

La prestation vie est égale au résultat du compte individuel, sur lequel les montants accordés sont versés mensuellement à terme échu, et qui sont capitalisés en fonction du rendement accordé de l'organisateur.

La capitalisation se fait :

- à partir du 1<sup>er</sup> jour du 2<sup>e</sup> trimestre suivant la fin du trimestre auquel se rapportent les allocations de pension ;
- jusqu'au jour où la pension complémentaire est versée.

### 9.3 Le rendement

Les montants vie accordés sont inscrits séparément dans des comptes individuels pour chaque affilié et sont gérés collectivement dans le fonds de financement.

Le fonds de financement bénéficie d'un rendement décrit dans la convention de gestion.

Le rendement octroyé est le rendement garanti par l'organisateur et est égal à 0 %. (Pour les affiliés actifs, la garantie minimale selon la législation et la réglementation applicables aux pensions complémentaires (LPC) reste d'application).

En cas de modification du rendement à octroyer pour une année donnée, ce rendement s'appliquera aux réserves déjà constituées ainsi qu'aux versements futurs.  
Ce rendement est octroyé à partir du premier du mois suivant l'octroi du montant accordé.

L'organisateur s'engage à verser périodiquement les dotations définies dans ce règlement en vue de financer les garanties.

### 9.4 Participation bénéficiaire

*L'organisme de pension peut procéder à l'attribution d'une participation bénéficiaire. Cette participation bénéficiaire sera versée sur le compte de pension individuel pour la réserve présente sur le compte individuel, et sur le fonds de financement pour les montants qui s'y trouvent.*

### 9.5 Tarifs

#### 9.5.1. Principe

Les tarifs utilisés sont établis par AG conformément aux dispositions légales et déposés auprès de l'autorité de contrôle compétente.

L'engagement de pension est de type Cash Balance.

Sans préjudice des dispositions relatives à la garantie minimale prévue par la législation et la réglementation applicables aux pensions complémentaires, l'employeur garantit un rendement fixé au point « 9.3. Le Rendement ».

L'organisateur s'engage à verser périodiquement les dotations prévues dans le plan de financement pour financer la garantie vie.

### *Pas de garantie*

Aucune garantie n'est accordée sur le tarif, ni sur les réserves, ni sur les primes. En cas de changement, le nouveau tarif est applicable aussi bien pour les réserves existantes que pour les primes futures.

## 9.6 Paiement

L'organisme de pension versera les montants prévus dans les plus brefs délais après avoir reçu toutes les informations nécessaires.

Le règlement de pension doit être lu conjointement avec la convention de gestion.

## 10. Prestation à la date terme

### 10.1 La date terme normale

La date terme à laquelle le montant constitué sur le compte de pension individuel est payable et peut être converti en rente est fixée au premier jour du mois suivant l'âge légal de la pension de l'affilié.

### 10.2 Poursuite du travail après 67 ans ou report de la date terme

Si l'affilié actif est au service d'un employeur après la date terme normale de 67 ans, l'allocation de pension reste due tant qu'il reste en activité et dans la mesure où il n'a pas pris sa pension légale, et une nouvelle date terme est fixée en décalant chaque fois d'un an la date terme antérieure.

L'affilié percevra alors la prestation de son compte de pension

- lorsqu'il prendra sa pension légale ;
- ou lorsque son contrat de travail avec l'employeur prendra fin.

Pour l'affilié qui quitte l'employeur avant la date terme normale et qui laisse sa réserve acquise auprès de l'organisme de pension (le dormant), le paiement a toujours lieu à la date terme normale, qu'il continue ou non à travailler après cette date.

## 11. Prestation en cas de décès avant la date terme

Si l'affilié décède, l'ayant droit/les ayants droit a/ont droit à la valeur constituée sur le compte de pension individuel au moment du décès.

## 12. L'affilié quitte le secteur avant la date terme

### 12.1 Sortie

En cas de rupture du contrat de travail pour une raison autre que le décès ou le départ à la retraite, et dans la mesure où l'affilié n'a pas conclu un nouveau contrat de travail avec un employeur qui relève du même champ d'application de la CCT du 12 mai 2020, les dispositions suivantes s'appliquent.

- Dans un délai d'un an, le Fonds social et de Garantie pour les Pompes Funèbres - « Fonds 320 », ou l'organisateur, ou le travailleur, communique par écrit la sortie à l'organisme de pension
- L'organisme de pension communique directement à l'affilié, au plus tard dans les 30 jours suivant cette notification, les informations suivantes :
  - o Le montant des réserves acquises, le cas échéant à hauteur des montants garantis en application de l'article 24 de la législation et la réglementation applicables aux pensions complémentaires (LPC) ;
  - o Le montant des prestations acquises ;
  - o Les différentes options visées à l'article 32 § 1 de la législation et la réglementation applicables aux pensions complémentaires (LPC), avec indication du maintien ou non de la couverture décès.
  - o L'organisme de pension en informe immédiatement l'affilié. Cette notification se fait par écrit ou par voie électronique.
- Dans les 30 jours suivant la notification susmentionnée, l'affilié informe également l'organisme de pension de son choix. En l'absence d'un choix explicite, il est présumé rester affilié au régime de pension complémentaire sectoriel, tout en conservant les options prévues à l'article 32, paragraphe 3, alinéa 3, de la législation et la réglementation applicables aux pensions complémentaires (LPC) et ses arrêtés.
- Les modalités des transferts sont déterminées conformément à l'article 32 §4 de la législation et la réglementation applicables aux pensions complémentaires (LPC) et ses arrêtés d'exécution.
- Si l'affilié informe lui-même l'organisme de pension avant que l'organisateur ne le fasse comme décrit ci-dessus et communique qu'il reste affilié au régime de pension complémentaire sectoriel, la procédure ci-dessus n'est pas applicable.

## 12.2 Options

Si le contrat de travail de l'affilié prend fin pour une raison autre que le décès ou l'arrivée à la date terme, l'affilié a le choix entre les possibilités suivantes :

- a. Soit laisser la réserve acquise sans modification de la promesse de pension auprès de l'organisme de pension et recevoir un capital à la date terme ou en cas de décès ;
- b. Soit transférer la réserve acquise à un organisme de pension du nouvel employeur avec lequel il a conclu un contrat de travail, s'il est affilié à l'engagement de pension de ce nouvel employeur ;
- c. Soit transférer la réserve acquise à un autre organisme de pension qui répartit proportionnellement la totalité de ses bénéficiaires parmi les affiliés et qui limite les coûts en raison des règles fixées par l'arrêté royal du 14 novembre 2003 concernant l'octroi d'avantages extralégaux aux travailleurs salariés et aux dirigeants d'entreprise.

Si l'affilié ne fait pas un choix explicite dans les trente jours suivant la notification des options ci-dessus par l'organisme de pension, il est présumé avoir opté pour le maintien de ses réserves auprès de l'organisme de pension sans modification de la promesse de pension (point a. ci-dessus).

L'affilié continue à bénéficier d'une couverture décès jusqu'à la fin de la durée.

## 13. Le mode de paiement

L'affilié ou l'ayant droit/les ayants droit peu(ven)t demander à l'organisme de pension de verser les prestations sous forme de capital ou de rente. En cas de versement au profit d'un enfant mineur, ce choix sera exercé par le parent survivant ou, à défaut, par son tuteur.

Le mode de calcul de la rente est fixé par la législation et la réglementation relatives aux pensions complémentaires. Si, au commencement du versement de la rente, le montant annuel de celle-ci est inférieur ou égal à 500 euros, la prestation est payée sous la forme d'un capital. Le montant minimal de 500 euros est indexé suivant les dispositions de la législation et réglementation applicables aux pensions complémentaires (indice-pivot – base 1996 = 100 – au 01/01/2004 = 111,64).

En cas de décès de l'affilié, l'organisme de pension informe les ayants droit de ce droit de convertir en rente, dans les deux semaines suivant la notification du décès.

## 14. Bénéficiaire

### 14.1 Le bénéficiaire de la prestation à la date terme

Si l'affilié est en vie à la date terme, le capital lui sera versé.

Si les avantages en cas de vie ne sont pas demandés par l'affilié dans les 30 ans après la date terme, ils sont versés dans le fonds de financement.

### 14.2 Le bénéficiaire de la prestation en cas de décès

Si l'affilié décède avant la date terme, les prestations en cas de décès seront versées au(x) bénéficiaire(s) sur la base de l'ordre et la répartition suivants :

1. Le conjoint de l'affilié ou le partenaire cohabitant légal, sauf dans les cas suivants :
  - a. Les époux sont juridiquement séparés de corps et de biens ;
  - b. Une demande écrite a été introduite au tribunal pour obtenir le divorce ou la séparation de corps et de biens ;
2. À défaut, à parts égales, aux enfants légaux, adoptés ou naturels reconnus de l'affilié. Si un enfant est prédécédé, à ses descendants, à parts égales, pour la part qui serait revenue au bénéficiaire dont ils prennent la place. S'il n'y a pas de représentation, la part de l'enfant prédécédé reviendra à parts égales aux autres enfants de l'affilié ;
3. À défaut, au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) par l'affilié qui sont repris dans la clause bénéficiaire jointe à la convention en tant qu'avenant ou dans la dernière lettre envoyée par recommandé par l'affilié, chacun pour la part qui lui est attribuée ;
4. À défaut, à parts égales, aux parents de l'affilié et à défaut de l'un d'eux, au parent survivant ;
5. À défaut, à parts égales, aux frères et sœurs et, à défaut de l'un d'eux, à ses enfants ; à défaut, aux autres frères ou sœurs de l'affilié, à parts égales ;
6. À défaut, aux autres héritiers légaux de l'affilié en leur nom propre ;
7. À défaut, au Fonds de financement.

L'affilié peut déroger à cet ordre. Cette dérogation sera reprise dans un avenant signé par l'affilié, l'organisateur et l'organisme de pension. Si cette dérogation a pour but de priver de bénéfice le conjoint non séparé de corps et de biens ou les enfants, le conjoint doit accepter cette dérogation à la

lumière des dispositions légales concernant les droits et obligations respectifs des conjoints et leur régime matrimonial.

En cas de décès de l'affilié et du bénéficiaire sans qu'aucun ordre de décès ne puisse être établi, les prestations sont versées au(x) bénéficiaire(s) subsidiaire(s).

Si les avantages en cas de décès ne sont pas demandés par l'ayant-droit/les ayants droit dans les 3 ans suivant le décès, ils sont versés dans le fonds de financement.

### 14.3 Désignation du bénéficiaire

Dans les limites des dispositions légales et sans que la responsabilité de l'organisateur ou de l'organisme de pension puisse être engagée en cas de litige, l'affilié peut à tout moment soit déroger à l'ordre établi au point 14.2 « Le bénéficiaire de la prestation en cas de décès », soit désigner un ou plusieurs bénéficiaire(s). L'affilié doit communiquer cette dérogation par lettre recommandée à l'organisateur ou à l'organisme de pension, le dernier courrier recommandé arrivé chez l'organisateur ou l'organisme de pension étant déterminant. En l'absence de répartition des prestations, celles-ci seront divisées en parts égales.

L'acceptation écrite du bénéfice par la personne concernée rend le bénéfice irrévocable sans son accord. En l'absence d'acceptation écrite du bénéfice, la désignation du bénéficiaire peut être librement révoquée. Toute révocation doit suivre la même procédure que celle décrite ci-dessus.

## 15. Obligations de l'organisateur

L'organisateur s'engage envers tous les employeurs et affiliés à faire tout le nécessaire pour la bonne exécution de ce régime de pension. Il transférera le plus rapidement possible à l'organisme de pension les allocations de pension encaissées auprès de l'employeur. Il transmettra en outre toutes les informations nécessaires à la gestion du régime de pension.

À cette fin, l'organisateur utilise les données à caractère personnel telles que communiquées du réseau de la Sécurité sociale par la Banque carrefour de la Sécurité sociale à l'organisateur, ainsi que les modifications qui interviennent dans lesdites données pendant la durée de l'affiliation.

L'organisme de pension traite ces données de manière confidentielle. Elles ne peuvent être utilisées que pour la gestion du régime de pension sectoriel, à l'exclusion de toute autre fin commerciale ou non. Toute personne dont les données à caractère personnel sont conservées a le droit de les consulter et de les corriger. Dans ce cas, il doit s'adresser par écrit à l'organisme de pension ou à l'organisateur en joignant une copie de sa carte d'identité.

## 16. Obligations de l'affilié et de l'ayant droit

L'affilié ou l'ayant droit transmettra, sur simple demande, toutes les informations et les justificatifs manquants nécessaires pour que l'organisme de pension puisse remplir ses obligations envers l'affilié ou ses ayants droit.

Tant que l'affilié ne communique pas ces informations ou justificatifs, l'organisateur et l'organisme de pension ne pourront pas exécuter leurs obligations envers l'affilié en ce qui concerne la pension complémentaire décrite dans le présent règlement. Dans ce cas, il ne peut être question d'aucune forme d'indemnisation ou d'intérêt de retard pour le paiement tardif des droits.

Si l'affilié ou l'ayant droit/les ayants droit ne se manifeste(nt) pas spontanément et dans un délai raisonnable, l'organisateur et l'organisme de pension s'acquitteront de toutes leurs obligations légales

de recherche de l'affilié et de(s) l'ayant(s) droit. Ni l'organisme de pension ni l'organisateur ne peuvent être tenus responsables si ces recherches n'aboutissent pas.

L'affilié et l'ayant droit restent responsables des informations qu'ils fournissent. L'organisateur et l'organisme de pension ne peuvent être tenus responsables des conséquences d'une information tardive ou incorrecte.

## 17. Conséquences du non-paiement des dotations

L'ONSS transférera les dotations dues à l'organisme de pension via l'organisateur.

L'organisme de pension informera chaque affilié au plus tard dans les 3 mois suivant la date à laquelle il a eu connaissance du retard de paiement, par lettre envoyée à son adresse personnelle.

## 18. Dispositions fiscales

### 18.1 Généralités

Les informations reprises dans le présent article sont fournies à titre strictement indicatif et sous réserve des modifications ou interprétation éventuelles de la législation ou de la réglementation fiscale.

### 18.2 Législation fiscale applicable

Si l'affilié et l'ayant droit ont leur domicile et/ou lieu de travail en Belgique, et que l'employeur est établi en Belgique, la législation fiscale belge s'applique tant aux cotisations de pension qu'aux calculs.

Dans le cas contraire, les charges fiscales et/ou sociales pourraient être dues sur la base d'une législation étrangère, en exécution des traités internationaux applicables en la matière.

### 18.3 Statut fiscal de l'allocation de pension

Sur la base de la législation fiscale belge en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent règlement de pension, les allocations patronales constituent, en principe, des frais professionnels déductibles dans l'impôt des sociétés, et ne donnent pas lieu à un prélèvement supplémentaire à l'impôt des personnes morales, ni à un avantage immédiatement imposable pour l'affilié.

Sauf dispositions légales contraires, le montant, exprimé en rente annuelle

- des prestations prévues après le départ à la retraite en exécution du présent règlement de pension
- de la pension légale
- d'autres prestations de pension complémentaire auxquelles l'affilié a droit

ne peut toutefois dépasser 80 % du dernier salaire annuel brut normal, compte tenu de la durée normale d'une activité professionnelle, et avec une réversibilité de 80 % de la rente au profit du conjoint survivant, et avec une indexation de la rente.

La durée normale de l'activité professionnelle est fixée à 50 ans. Le dernier salaire annuel brut normal est le salaire annuel brut qui peut être considéré comme normal compte tenu des salaires précédents

de l'affilié et qui lui est versé ou attribué au cours de la dernière année précédant sa pension durant laquelle il a exercé une activité professionnelle normale.

Si un employeur prévoit d'autres avantages de pension complémentaires pour un affilié que ceux découlant du présent règlement de pension, tout dépassement du plafond fiscalement admissible sera imputé au financement de ces autres prestations de pension.

#### 18.4 Taxation des prestations assurées

La taxation des prestations assurées est à la charge du bénéficiaire. Le paiement de la participation bénéficiaire est exonéré d'impôt pour les personnes physiques dans la mesure où elle est payée en même temps que les capitaux ou les rentes qui découlent de ce règlement. Les prestations versées seront imposées conformément aux dispositions légales applicables au moment du paiement.

Tout impôt ou taxe actuel ou futur, applicable au présent règlement ou exigible à l'occasion de son exécution, est dû conformément aux dispositions de la législation qui l'institue. En cas de décès de l'affilié, les montants reçus par les bénéficiaires font l'objet d'une déclaration auprès de l'Administration de la TVA, de l'enregistrement et des domaines, afin que des droits de succession puissent être prélevés le cas échéant.

#### 19. Comité de contrôle

Si l'organisme de pension n'est pas géré sur une base paritaire, un comité de contrôle est créé. Il est composé pour moitié de membres représentant les travailleurs envers lesquels le présent engagement de pension est pris, désignés conformément aux dispositions de la législation et de la réglementation applicables aux pensions complémentaires (LPC).

Ce comité de contrôle surveille la bonne exécution de l'engagement de pension par l'organisme de pension et reçoit chaque année le rapport de gestion avant que l'organisme de pension ne le mette à la disposition de l'organisateur.

Si les cotisations sont versées dans un fonds cantonné de l'organisme de pension, le comité de contrôle décide chaque année quel pourcentage du bénéfice réalisé dans le fonds cantonné sera attribué aux affiliés en guise de participation bénéficiaire.

#### 20. Réserves provenant d'un emploi précédent

Si, au moment de l'affiliation, un affilié souhaite transférer ses réserves acquises dans le cadre d'un emploi antérieur, dans la mesure où ces réserves relèvent du champ d'application de la législation et de la réglementation applicables aux pensions complémentaires (LPC), vers le régime de pension sectoriel actuel, il en informera l'organisateur et l'organisme de pension et lui transférera ces réserves. L'organisme de pension gèrera ces réserves conformément aux dispositions de la législation et de la réglementation applicables aux pensions complémentaires (LPC).

#### 21. Information



## 21.1 Le règlement de pension

L'organisateur met le texte du règlement de pension à la disposition des affiliés sur simple demande de ceux-ci.

## 21.2 Information annuelle

### Fiche de pension

Chaque année, l'organisme de pension informe chaque affilié au moyen d'une fiche de pension papier ou électronique des éléments suivants :

- Les réserves et prestations acquises
- La prestation attendue en cas de vie
- La prestation en cas de décès
- Le montant de la réserve acquise au cours de l'année écoulée
- Le niveau de financement
- Toute autre information, déterminée d'un commun accord entre le comité de contrôle et l'organisme de pension

### Historique

Sur simple demande de l'affilié, l'organisme de pension fournira un historique des données susmentionnées relatives à l'affiliation à l'organisme de pension.

### Informations concernant les montants en rente

Pour tous les affiliés à partir de l'âge de 45 ans, l'organisme de pension communique au moins tous les cinq ans le montant du capital à attendre au moment de la pension à la date terme normale et, si le capital peut être converti en rente conformément aux dispositions du présent règlement de pension, la rente attendue à la date terme normale.

Cette communication ne constitue pas une notification d'un droit à une pension complémentaire.

## 21.3 Rapport de gestion

L'organisme de pension établit chaque année un rapport sur la gestion de l'engagement de pension. Il contient notamment les informations suivantes :

- Le mode de financement de l'engagement de pension et les changements structurels de ce financement
- La stratégie de placement à long et à court terme et la mesure dans laquelle elle tient compte des aspects sociaux, éthiques et environnementaux
- Le rendement des placements
- La structure des coûts
- La répartition des bénéfices

L'organisateur met le texte du rapport de gestion à la disposition des affiliés sur simple demande de ceux-ci.

## 21.4 Déclaration relative aux principes d'investissement

L'organisme de pension élabore une déclaration écrite sur les principes de sa politique de placement. Il la revoit au moins tous les trois ans et immédiatement après tout changement majeur de la politique de placement.

Cette déclaration contient les méthodes d'évaluation des risques d'investissement, les techniques de gestion des risques mises en oeuvre et la répartition stratégique des actifs eu égard à la nature et à la durée des engagements de pension.

La déclaration relative aux principes d'investissement est mise à la disposition de l'organisateur, qui la communique aux affiliés sur simple demande.

## 21.5 Comptes annuels et rapport annuel de l'organisme de pension

L'organisme de pension tient ses comptes annuels et son rapport annuel et, le cas échéant, ceux qui correspondent au régime de pension concerné, à la disposition de l'organisateur, qui les communique aux affiliés sur simple demande.

## 22. Fonds de financement

Le fonds de financement est géré par l'organisme de pension et reçoit le même rendement global (prorata temporis) que celui octroyé aux réserves mathématiques.

Le Fonds est financé par

- les dotations qui sont transférées par l'ONSS à l'organisme de pension via l'organisateur ;
- les réserves auxquelles l'affilié n'a pas droit ;
- les capitaux décès dont le fonds de financement est l'ayant droit ;
- les intérêts octroyés et la participation bénéficiaire.

Le fonds est débité pour :

- les paiements trimestriels alloués aux polices individuelles « capital différé avec remboursement de la réserve en cas de décès » ;
- les compléments nécessaires pour atteindre le rendement requis dont il est question à l'article 24 de la LPC ;
- tout autre montant décidé par l'organisateur, dans la mesure où il est affecté à une augmentation des avantages des affiliés ;
- les frais de gestion de l'organisme de pension.

Chaque année, l'organisme de pension fournit à l'organisateur un rapport sur la gestion du fonds de financement, contenant tous les mouvements financiers, leur date de valeur et leur raison.

Dans le cadre des possibilités légales, l'organisateur décide de la destination du fonds de financement. Le fonds est destiné aux affiliés et/ou à leurs ayants droit et ses avoirs ne peuvent jamais être restitués, même partiellement, à l'organisateur.

Le fonds de financement ne peut jamais présenter un solde négatif. Toute opération qui porterait le solde du fonds à un montant négatif est reportée jusqu'à ce que les ressources financières du fonds permettent sa réalisation. Si l'organisme de pension constate qu'il est impossible d'effectuer une opération, elle en informe immédiatement l'organisateur, qui doit prendre les mesures appropriées.

## 23. Modification du présent règlement

Ce règlement de pension peut être modifié ou résilié par une convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire compétente. Une modification ou une résiliation du règlement de pension ne peut en aucun cas entraîner une réduction des réserves acquises.

Si, au moment de la suppression du régime de pension, les réserves présentes auprès de l'organisme de pension, y compris le solde du fonds de financement, dépassent la somme de toutes les réserves acquises, les affiliés acquièrent une part de l'excédent des réserves présentes au prorata des réserves qu'ils ont acquises. Les mêmes règles sont suivies en cas de disparition de l'organisateur.

En cas de suppression du règlement de pension, les contrats des affiliés actifs seront convertis en contrats du type « capital différé avec remboursement des réserves en cas de décès » mais sans aucun autre paiement de cotisations pour les affiliés.

## 24. Dispositions finales

Le présent règlement de pension est complété par une convention de gestion conclue entre l'organisateur et l'organisme de pension, qui précise les obligations des parties concernées, les procédures administratives et les règles de tarification. En cas de conflit, les dispositions du présent règlement de pension prévalent.

## 25. Litiges et droit applicable

Le droit belge est applicable à ce règlement. Tout litige entre les parties le concernant relève de la compétence des tribunaux belges.

## 26. Autres dispositions - Annexe GDPR

Le règlement de pension est complété comme suit afin de le rendre conforme à la législation sur le traitement des données à caractère personnel, en particulier : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (JO 119/1 du 4 mai 2016).

### **Protection de la vie privée**

AG Insurance et l'organisateur attachent une importance particulière à la protection des données à caractère personnel et les traitent avec le plus grand soin conformément aux dispositions de la législation applicable sur la protection de la vie privée, de la Notice Vie privée d'AG Insurance (disponible sur [www.aginsurance.be](http://www.aginsurance.be)) et/ou de la politique en matière de protection de la vie privée de l'organisateur.

### Finalités du traitement

L'organisateur a octroyé une pension complémentaire aux travailleurs employés dans le secteur. À cette fin, l'organisateur a souscrit une assurance de groupe auprès d'AG Insurance. Dans le cadre de l'exécution de cette assurance de groupe, AG Insurance reçoit des données à caractère personnel de l'organisateur ou de tiers. Tant l'organisateur qu'AG Insurance sont responsables de traitement.

AG Insurance et/ou l'organisateur peuvent traiter les données à caractère personnel obtenues pour les finalités suivantes :

- la gestion de l'assurance de groupe sur la base d'une obligation légale ;
- le respect des obligations légales et réglementaires, telles que les obligations fiscales ou la prévention du blanchiment de capitaux, et ce, en vertu d'une disposition légale ;
- la gestion du fichier des personnes dans le cadre de l'exécution du contrat d'assurance ;
- l'établissement de statistiques, la détection et la prévention d'abus et de fraude, la constitution de preuves, la sécurité des biens, des personnes, des réseaux et des systèmes informatiques d'AG Insurance, l'optimisation des processus (par exemple processus d'évaluation et d'acceptation du risque), et ce, sur base de l'intérêt légitime d'AG Insurance ;
- la formulation de conseils en matière de constitution de pension et sur les différentes options en cas de départ à la retraite, sur base de l'intérêt légitime d'AG Insurance, sauf si la personne concernée s'y oppose ;

Pour la poursuite de ces finalités, AG Insurance peut recevoir des données à caractère personnel de la personne concernée elle-même.

Le cas échéant, ces finalités de traitement peuvent être basées sur le consentement de la personne concernée.

#### Catégories de données à caractère personnel traitées et destinataires possibles

AG Insurance peut traiter les catégories de données à caractère personnel suivantes : données d'identification et de contact, données financières, caractéristiques personnelles, données relatives à la profession, à l'emploi et à la composition du ménage, données judiciaires.

Si les finalités précitées le requièrent et en conformité avec la législation sur la protection de la vie privée, AG Insurance peut communiquer ces données à caractère personnel à d'autres entreprises d'assurance intervenantes, à leurs représentants en Belgique, à leurs correspondants à l'étranger, aux entreprises de réassurance concernées, à un expert, à un avocat, à un conseiller technique ou à un sous-traitant. En outre, ces données peuvent être transmises à toute autre personne ou instance en vertu d'une obligation légale ou d'une décision administrative ou judiciaire, ou si un intérêt légitime le justifie.

AG Insurance est susceptible de transmettre les données à caractère personnel en dehors de l'Espace économique européen (EEE) dans un pays qui peut, le cas échéant, ne pas assurer un niveau de protection adéquat des données à caractère personnel. Dans ce cas, AG Insurance protège toutefois les données en renforçant davantage la sécurité informatique et en exigeant contractuellement un niveau de sécurité renforcé de la part de ses contreparties internationales.

#### Droits de la personne concernée

Dans les limites fixées par la législation :

- la personne concernée a le droit de prendre connaissance de ses données, le cas échéant, de les faire rectifier ;
- la personne concernée a le droit de s'opposer au traitement de ses données, de demander la limitation du traitement de ses données et de demander leur effacement. Dans ces cas, AG Insurance pourrait se trouver dans l'impossibilité d'exécuter la relation contractuelle.

À cette fin, la personne concernée peut adresser une demande datée et signée au Data Protection Officer (« DPO ») d'AG Insurance, accompagnée d'une photocopie recto verso de sa carte d'identité, ou s'adresser à l'organisateur via les canaux usuels de celui-ci.

La personne concernée peut contacter le Data Protection Officer d'AG Insurance aux adresses suivantes :

Par courrier : AG Insurance – Data Protection Officer  
Boulevard E. Jacqmain 53, 1000 Bruxelles

Ou par e-mail : [AG\\_DPO@aginsurance.be](mailto:AG_DPO@aginsurance.be) .

Les réclamations peuvent être introduites auprès de l'Autorité de protection des données.

Plus d'informations relatives à la manière dont AG Insurance protège les données à caractère personnel et à l'exercice des droits des personnes concernées se trouvent dans la Notice Vie Privée d'AG Insurance, disponible sur [www.aginsurance.be](http://www.aginsurance.be).

## **Annexe 2 : Règlement de financement**

### **1. But et objet du règlement de financement**

Le présent règlement de financement est établi en exécution de la convention collective de travail du 12 mai 2020 instaurant un plan de pension sectoriel pour les employeurs et les travailleurs relevant de la CP 320.

Le règlement de financement fixe les règles et les modalités de financement du plan de pension sectoriel.

### **2. Prise d'effet**

Le règlement de financement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

### **3. Cotisations et taux de cotisation**

Les cotisations pour le financement du régime de pension sectoriel sont calculées par l'organisateur sur la base de l'article 2 de la CCT du 12 mai 2020.

Au début du plan, une prime unique est calculée comme suit :

Pour chaque travailleur en service au premier ou deuxième trimestre 2020 et qui n'est pas à la retraite, une prime unique sera versée en 2020 égale à:

- 2<sup>ème</sup> trimestre 2017: 0,6 % du salaire de référence
- 3<sup>ème</sup> trimestre 2017: 1,2 % du salaire de référence
- 4<sup>ème</sup> trimestre 2017: 0,6 % du salaire de référence
- A partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2018 jusqu'au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019: 0,3 % du salaire de référence
- Un montant forfaitaire sur la base de l'emploi au quatrième trimestre de l'année, ceci pour les années 2017, 2018 et 2019:
  - o 250 € pour un emploi à 4/5 temps au moins
  - o 150 € pour un emploi à 1/2 temps au moins
  - o 100 € pour un emploi à 1/3 temps au moins

## **Paritair comité voor de Begrafenisondernemingen PC 320**

### **Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 november 2020 betreffende het sectoraal pensioenstelsel voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming behorende tot PC320.**

#### **Hoofdstuk I – Toepassingsgebied**

**Art. 1.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de inrichtingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Begrafenisondernemingen PC 320.

Onder “werknemers” verstaat men alle werknemers.

#### **Hoofdstuk II – Algemeen verbindendverklaring**

**Art. 2.** De partijen vragen de algemeen verbindendverklaring van deze collectieve arbeidsovereenkomst aan.

#### **Hoofdstuk III – Definities en begrippen**

**Art. 3.** De definities en de begrippen die in deze collectieve arbeidsovereenkomst en haar bijlagen zijn opgenomen, moeten worden opgevat in hun betekenis zoals verduidelijkt in de Wet van 28 april 2003 betreffende de Aanvullende Pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (hierna WAP genoemd) en diens uitvoeringsbesluiten, alsook in voorkomend geval, van de collectieve arbeidsovereenkomst van 09/06/2020 betreffende het oprichten van het Waarborg en Sociaal Fonds voor de Begrafenisondernemingen.

#### **Hoofdstuk IV - Voorwerp**

**Art. 4.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten met toepassing van artikel 10 van de WAP.

**Art. 5.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als enig onderwerp de invoering vanaf 01/01/2020 van een sectoraal pensioenstelsel voor de werknemers van de inrichtingen die ressorteren onder het Paritair Comité 320.

#### **Hoofdstuk V – Doelstelling**

**Art. 6.** Het doel van het sectoraal pensioenstelsel is tweeledig. Het garanderen, buiten de wettelijke verplichting inzake de pensioenen en ter verhoging ervan:

- aan de aangeslotenen zelf, indien hij of zij in leven is op einddatum, van een kapitaal dat kan omgezet worden in een levenslange pensioenrente;
- aan de begunstigden, van een kapitaal dat kan omgezet worden in een levenslange overlevingsrente.

#### **Hoofdstuk VI – Opting-out**

**Art. 7.** De mogelijkheid zoals voorzien in de WAP waardoor werkgevers de uitvoering van het pensioenstelsel zelf kunnen organiseren in een pensioenstelsel (“Opting-out”) wordt niet toegepast.

## **Hoofdstuk VII – Inrichter**

**Art. 8.** Het Waarborg en Sociaal Fonds voor de Begrafenisondernemingen PC 320, opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst van 09/06/2020, wordt aangeduid als inrichter. Dit fonds, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Anspachlaan 111 B13, is een fonds voor bestaanszekerheid. Dit fonds zal hierna de inrichter genoemd worden.

## **Hoofdstuk VIII – Pensioenstelsel**

**Art. 9.** De regels en modaliteiten inzake de uitvoering van het pensioenstelsel, alsook de rechten en plichten van de inrichter, van de pensioeninstelling, van de werkgevers die vallen onder het toepassingsgebied van deze collectieve arbeidsovereenkomst, van de aangeslotenen en van hun begunstigden zijn vastgelegd in het pensioenreglement dat als bijlage 1 aan deze collectieve arbeidsovereenkomst is gevoegd.

**Art. 10.** Het beheer van het pensioenstelsel wordt door de inrichter toevertrouwd aan AG Insurance Belgium, Naamloze vennootschap, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Emile Jacqmainlaan 53 (toegelaten door de Commissie voor Bank, Financie- en Assurantiewezenen onder het nummer 79), hierna de pensioeninstelling genoemd.

## **Hoofdstuk IX – Financiering van het sectoraal pensioenstelsel**

**Art. 11.** De regels en de modaliteiten inzake de financiering van het sectoraal pensioenstelsel zijn vastgelegd in een financieringsreglement dat als bijlage 2 aan deze collectieve arbeidsovereenkomst is gevoegd.

## **Hoofdstuk X – Inwerkingtreding van het sectoraal pensioenstelsel**

**Art. 12.** Het sectoraal pensioenplanstelsel is in werking getreden op 1 januari 2020.

## **Hoofdstuk XI – Inwerkingtreding, duur en opzeggingsprocedure van deze collectieve arbeidsovereenkomst**

**Art. 13.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2020 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

**Art. 14** Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties, anderzijds, vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

**Art. 15.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan opgezegd worden mits naleving van de volgende cumulatieve voorwaarden:

- a) mits naleving van artikel 10 van de WAP, hetgeen betekent dat de beslissing tot opheffing van het sectoraal pensioenstelsel enkel geldig is wanneer zij 80 % van de stemmen van de in het paritair orgaan benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werkgevers vertegenwoordigen en 80 % van de stemmen van de, in het paritair orgaan benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werknemers vertegenwoordigen, heeft behaald,

en,



b) mits een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de Begrafenisondernemingen PC 320.

**Art. 16.** De nietigheid of de onafdwingbaarheid van één van de bepalingen van deze overeenkomst brengt de geldigheid of de afdwingbaarheid van de overige bepalingen niet in het gedrang.

## **Hoofdstuk XII – Bijlagen**

**Art. 17.** De volgende bijlagen maken integraal deel uit van deze collectieve arbeidsovereenkomst:

- a) bijlage 1: pensioenreglement
- b) bijlage 2: financieringsreglement

# BIJLAGE 1: PENSIOENREGLEMENT

## PENSIOENREGLEMENT VOOR DE WERKNEMERS TEWERGESTELD IN HET PARITAIR COMITE 320

### BIJZONDERE BEPALINGEN

#### Inhoudstafel

1. Voorwerp en doelstelling.....	3
2. Beheer.....	3
3. Documenten.....	3
4. Werking in de tijd.....	3
5. Begrippen en definities.....	4
6. Aansluiting.....	6
7. Verworven rechten van de aangeslotene op de reserves .....	6
8. De pensioeninstelling en haar aanduiding .....	6
9. De pensioentoeelage en haar aanwending.....	6
9.1 Het bedrag van de dotatie.....	6
9.2 De aanwending van de dotatie.....	7
9.3 Het rendement .....	7
9.4 Winstdeelname .....	7
9.5 Tarieven .....	8
9.5.1. Principe.....	8
9.6 Uitbetaling.....	8
10. Uitkering op de einddatum.....	8
10.1 De normale einddatum .....	8
10.2 blijven werken na 67 jaar of verdaging van de einddatum.....	8
11. Uitkering in geval van overlijden voor de einddatum .....	9
12. De aangeslotene verlaat de sector vóór de einddatum.....	9
12.1 Uittreding.....	9
12.2 Keuzemogelijkheden.....	10
13. De manier van uitkeren.....	10
14. Begunstigde.....	10
14.1 De begunstigde van de uitkering op de einddatum.....	10
14.2 De begunstigde van de uitkering bij overlijden .....	11
14.3 Aanduiding van de begunstigde.....	11
15. Verplichtingen van de inrichter .....	12

16. Verplichtingen van de aangeslotene en de rechthebbende.....	12
17. Gevolgen van het niet betalen van de dotaties.....	12
18. Fiscale bepalingen.....	13
18.1 Algemeen.....	13
18.2 Toepasselijke fiscale wetgeving.....	13
18.3 Belastingstatuut van de pensioentoeelage.....	13
18.4 Taxatie van de verzekerde prestaties .....	13
19. Toezichtscomité.....	14
20. Reserves afkomstig uit een vroegere tewerkstelling.....	14
21. Informatie .....	14
21.1 Het pensioenreglement .....	14
21.2 Jaarlijkse informatie .....	14
Pensioenfiche .....	14
Historisch overzicht.....	15
Informatie betreffende de bedragen in rente.....	15
21.3 Beheersverslag.....	15
21.4 Verklaring inzake de beleggingsbeginselen.....	15
21.5 Jaarrekening en jaarverslag van de pensioeninstelling.....	15
22. Financieringsfonds .....	16
23. Wijziging van dit reglement.....	16
24. Slotbepalingen .....	17
25. Geschillen en toepasselijk recht.....	17
26. Overige bepalingen – Bijlage GDPR .....	17

## 1. Voorwerp en doelstelling

In uitvoering van de CAO van 12 mei 2020 voert het Waarborg en Sociaal Fonds voor de Begrafenisondernemingen, hierna de inrichter genoemd, een sectoraal pensioenstelsel in.

De pensioentoezegging heeft tot doel om een kapitaal samen te stellen dat aan de aangeslotene uitgekeerd wordt, of aan zijn begunstigde(n) in geval de aangeslotene overlijdt vóór de voorziene einddatum.

Het kapitaal kan op vraag van de aangeslotene of de begunstigde(n) omgezet worden in een lijfrente.

Het doel van dit pensioenstelsel is het garanderen, buiten de wettelijke pensioenverplichtingen en ter verhoging ervan:

- a) aan de aangeslotene zelf, een kapitaal indien hij in leven is op de eindleeftijd;
- b) aan de begunstigde(n) die door dit reglement worden aangeduid, een kapitaal in geval van overlijden van de aangeslotene vóór de eindleeftijd.

Het pensioenreglement dient in samenhang met het financieringsreglement – de Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 2020 betreffende de financiering van het Sectoraal Aanvullend Pensioen in de sector van de Begrafenisondernemingen, PC 320- te worden gelezen.

## 2. Beheer

Binnen de juridische structuur van de pensioeninstelling kan de inrichter ervoor opteren om één of meerdere deelaspecten van het beheer aan derden uit te besteden.

Het beheer van het pensioenstelsel wordt door de inrichter toevertrouwd aan een pensioeninstelling. De aanduiding van de pensioeninstelling gebeurt bij collectieve arbeidsovereenkomst.

## 3. Documenten

Het **pensioenreglement** is het geheel van contractuele bepalingen die de voorwaarden van de groepsverzekering, die uitvoering geeft aan het pensioenstelsel, vast te stellen, alsook de rechten en verplichtingen van de werknemers inzake aansluiting, de rechten en de verplichtingen van de aangeslotene, de inrichter en de pensioeninstelling, met betrekking tot de verzekering.

## 4. Werking in de tijd

Het onderhavig pensioenreglement neemt aanvang op 1 januari 2020 .

## 5. Begrippen en definities

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt verstaan onder

- **Pensioenstelsel**  
collectieve pensioentoezegging
- **Inrichter**  
het Waarborg en Sociaal Fonds voor de Begrafnisondernemingen, Anspachlaan 111, bus 13, 1000 Brussel
- **Paritair Comité**  
Het Paritair Comité voor de Begrafnisondernemingen of ook PC 320.
- **de actieve aangeslotene**  
De werknemer in dienst van de werkgever, waarvoor door de inrichter een pensioenstelsel wordt ingevoerd en waarbij de werknemer aan de aansluitingsvoorwaarden van dit pensioenstelsel voldoet.
- **de passieve aangeslotene – “slaper”**  
de gewezen werknemer die nog steeds actuele of uitgestelde rechten geniet die bij zijn uittreding verkozen heeft zijn verworven reserves, zonder wijziging van de pensioentoezegging, bij de pensioeninstelling te laten.
- **Gewezen aangeslotene**  
hetzij de aangeslotene die de eindleeftijd bereikt, hetzij de werknemer die na uittreding zijn verworven reserves onmiddellijk overdraagt.
- **Aansluitingsdatum**  
de datum waarop de aangeslotene wordt aangesloten aan het sectoraal pensioenplan. De aansluiting vindt plaats vanaf de indiensttreding (en ten vroegste op 1 januari 2020 ). De werknemers die reeds gepensioneerd zijn, worden niet aangesloten.
- **(aangewezen) actuaris**  
de door de pensioeninstelling aangeduide persoon/personen die over de wettelijk vereiste actuariële kennis beschikt/beschikken.
- **FSMA**  
Autoriteit Voor Financiële Diensten En Markten.
- **NBB**  
Nationale Bank van België.
- **Referteloan**  
Het brutoloon van een kwartaal zoals gekend in de DmfA onder de codes 01 tot en met 09, De brutolonen voor de arbeiders worden berekend aan 108% en de brutolonen voor de bedienden worden berekend aan 100%.
- **RSZ**  
De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

- **Toezegging van het type vaste bijdragen**  
De verbintenis tot het betalen van vooraf gestelde bijdragen; de "Cash Balance" stelsels, waarbij de prestatie wordt bepaald door verwijzing naar een forfaitair spaarbedrag gekapitaliseerd aan een theoretisch rendement, worden gelijk gesteld met toezeggingen van het type "vaste bijdragen".
- **Verworven prestatie**  
De prestatie waarop de aangeslotene aanspraak kan maken overeenkomstig het pensioenreglement, indien hij bij zijn uittreding zijn verworven reserve bij de pensioeninstelling laat.
- **Verworven reserve**  
De reserve waarop de aangeslotene in een bepaald ogenblik recht heeft overeenkomstig het pensioenreglement.
- **WAP**  
De Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (B.J 15 mei 2003, 2 uitgave, blz. 26407, erratum B.J. 26 mei 2003) en haar uitvoeringsbesluiten.
- **Werknemers**  
De mannelijke en vrouwelijke werknemers, aangeduid in de DmfA-code met werknemerskengetal 015, 495 en tewerkgesteld bij de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor begrafenisondernemingen.
- **Werkgever:** de rechtspersoon of natuurlijke persoon ressorterend onder het Paritaire Comité 320.
- **Pensioenleeftijd:** de wettelijke pensioenleeftijd
- **Pensioeninstelling:** AG Insurance Belgium, Naamloze vennootschap, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Emile Jacquain 53 (toegelaten door de Commissie voor Bank, Financier- en Assurantiewezenen onder het nummer 79)
- **Pensionering:** de effectieve ingang van het rustpensioen, al dan niet vervroegd, in het wettelijk pensioenstelsel voor werknemers.
- **Uittreding:**
  - Hetzij de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan door pensionering of overlijden, voor zover de aangeslotene geen nieuwe arbeidsovereenkomst heeft gesloten met een werkgever die eveneens onder het toepassingsgebied valt van de collectieve arbeidsovereenkomst van 20/11/2020.
  - Hetzij het einde van de aansluiting vanwege het feit dat de werknemer de aansluitingsvoorwaarden bedoeld in punt 6 niet langer vervult, zonder dat dit gepaard gaat met de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan overlijden of pensionering;
  - Hetzij het einde van de aansluiting vanwege het feit dat de werkgever of, in geval van de overgang van de arbeidsovereenkomst, de nieuwe werkgever niet langer valt onder te toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 20/11/2020. De uittreding wordt geacht op de laatste dag van het kwartaal plaats te vinden.

De hierboven vermelde begrippen en andere die in dit pensioenreglement en haar bijlagen opgenomen zijn, moeten worden opgevat in hun betekenis zoals verduidelijkt in de WAP.

## 6. Aansluiting

De aansluiting is verplicht voor alle werknemers die zijn tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever die ressorteert onder het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 november 2020 tot invoering van het sectoraal pensioenstelsel vanaf 1 januari 2020 voor werknemers uit begrafenisondernemingen of desgevallend de collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Elke werknemer die deze aansluitingsvoorwaarden vervult, wordt automatisch en verplicht aangesloten. De aangeslotene blijft pensioenrechten opbouwen zolang hij in dienst is bij een werkgever van de sector.

De aansluiting houdt op:

- Bij pensionering van de aangeslotene;
- Bij overlijden van de aangeslotene voor de pensionering.

## 7. Verworven rechten van de aangeslotene op de reserves

De reserves die opgebouwd zijn op de individuele rekeningen, zijn onmiddellijk verworven door de aangeslotene.

Een aangeslotene die ervoor gekozen heeft zijn verworven reserves over te dragen naar een andere pensioeninstelling en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt eveneens als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

Afkoop der verworven rechten voor einddatum of vervroeging, voorschotten op de contracten en in pandgevingen zijn niet toegelaten. Indien de aangeslotene of zijn begunstigde(n) geen recht heeft (hebben) op de reserves die opgebouwd zijn op de individuele rekeningen, worden deze bedragen in het financieringsfonds gestort.

## 8. De pensioeninstelling en haar aanduiding

Het beheer van de pensioentoezegging wordt toevertrouwd aan de pensioeninstelling. De aanduiding van de pensioeninstelling gebeurt bij collectieve arbeidsovereenkomst van 20 november 2020.

## 9. De pensioentoeelage en haar aanwending

### 9.1 Het bedrag van de dotatie

De uitkeringen bij pensionering en in geval van vroegtijdig overlijden voor de einddatum worden gefinancierd door trimestriële dotaties voor pensioen die door de inrichter voor de werkgever ten gunste van de aangeslotene gestort worden aan de pensioeninstelling.

De RSZ wordt belast met de inning van deze pensioentoeelagen.

De regels en de modaliteiten inzake de financiering van het sectoraal pensioenstelsel worden vastgelegd in de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 2020 betreffende de financiering van het Sectoraal Aanvullend Pensioen in de sector voor de Begrafenisondernemingen, PC 320.

## 9.2 De aanwending van de dotatie

De waarborg leven voorziet in de opbouw van een prestatie leven onder de vorm van een kapitaal op pensioenleeftijd.

De dotatie wordt, na afhouding van alle beheerskosten en fiscale en parafiscale lasten, voor iedere aangeslotene op een individuele pensioenrekening gestort voor een verzekering van een "uitgesteld kapitaal met terugbetaling van de reserve in het geval van overlijden" (UKMTR).

De prestatie leven is gelijk aan het resultaat van de individuele rekening, waarop de toegekende bedragen maandelijks achteraf ingeschreven worden, en die gekapitaliseerd worden volgens het toegekend rendement van de inrichter.

De kapitalisatie gebeurt:

- Van de 1<sup>ste</sup> dag van het 2<sup>de</sup> trimester volgend op het einde van het trimester waarop de pensioentoeelagen betrekking hebben;
- Tot op de dag waarop de uitbetaling van het aanvullend pensioen gebeurt.

## 9.3 Het rendement

De toegekende bedragen leven worden voor elke aangeslotene afzonderlijk ingeschreven op individuele rekeningen en worden collectief beheerd in het financieringsfonds.

Het financieringsfonds geniet van een rendement beschreven in de beheersovereenkomst.

Het toegekende rendement is het rendement gewaarborgd door de inrichter en dat is gelijk is aan 0 %. (Voor de actieve aangeslotenen blijft de minimumgarantie volgens de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen (WAP) van toepassing).

In geval van wijziging van het toe te kennen rendement voor een gegeven jaar, zal dit rendement van toepassing zijn op de reeds opgebouwde reserves alsook op de toekomstige stortingen. Dit rendement wordt toegekend vanaf de eerste van de maand die volgt op het moment van de toekenning van het toegekende bedrag.

De inrichter verbindt er zich toe om periodiek de dotaties gedefinieerd in dit reglement met het oog op de financiering van de waarborgen, te storten.

## 9.4 Winstdeelname

*De pensioeninstelling kan overgaan tot het toekennen van een winstdeelname. Deze winstdeelname zal op de individuele pensioenrekening gestort worden voor wat betreft de reserve die op de individuele rekening aanwezig is, en in het financieringsfonds voor wat betreft de daar aanwezige sommen.*



## 9.5 Tarieven

### 9.5.1. Principe

De gebruikte tarieven zijn door AG opgesteld overeenkomstig de wettelijke bepalingen en neergelegd bij de bevoegde controleautoriteit.

De pensioentoezegging is van het type Cash Balance.

Onverminderd de bepalingen in verband met de minimum garantie voorzien door de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen, waarborgt de inrichter een rendement bepaald in punt "9.3. Het Rendement".

De inrichter verbindt zich ertoe periodiek de dotaties te betalen die bepaald zijn in het financieringsplan ter financiering van de waarborg leven.

#### *Geen waarborg*

Er wordt geen enkele waarborg toegekend op het tarief, noch op de reserves, noch op de premies. In geval van wijziging is het nieuwe tarief van toepassing zowel voor de bestaande reserves als voor de toekomstige premies.

## 9.6 Uitbetaling

De pensioeninstelling zal de voorziene bedragen, na ontvangst van alle noodzakelijke gegevens, zo snel mogelijk uitbetalen.

Het pensioenreglement dient samen met de beheerovereenkomst te worden gelezen.

## 10. Uitkering op de einddatum

### 10.1 De normale einddatum

De einddatum waarop het bedrag dat op de individuele pensioenrekening opgebouwd werd, opeisbaar is en kan omgezet worden in een rente, wordt vastgesteld op de eerste dag van de maand die volgt op de wettelijke pensioenleeftijd van de aangeslotene.

### 10.2 blijven werken na 67 jaar of verdaging van de einddatum

Indien de actieve aangeslotene in dienst is van een werkgever na de normale einddatum van 67 jaar, blijft de pensioentoeelage verschuldigd zo lang hij in dienst blijft en voor zover hij/zij niet op wettelijk pensioen is, en er wordt een nieuwe einddatum vastgesteld door de eerdere einddatum telkens met één jaar te verleggen.

De aangeslotene zal dan de uitkering van zijn pensioenrekening bekomen

- Wanneer hij zijn wettelijk pensioen opneemt
- Of wanneer zijn arbeidsovereenkomst met de werkgever beëindigd wordt.

Voor de aangeslotene die uitgetreden is voor de normale einddatum en zijn verworven reserve bij de pensioeninstelling gelaten heeft (de slaper), gebeurt de uitkering steeds op de normale einddatum, onafhankelijk van het feit of hij al dan niet blijven werken is na die datum.

## 11. Uitkering in geval van overlijden voor de einddatum

Wanneer een aangeslotene overlijdt, heeft (hebben) de rechthebbende(n) recht op de op het ogenblik van het overlijden opgebouwde waarde op de individuele pensioenrekening.

## 12. De aangeslotene verlaat de sector vóór de einddatum

### 12.1 Uittreding

In het geval van verbreking van de arbeidsovereenkomst om een andere reden dan het overlijden of het vertrek ten gevolge van pensionering, en voor zover de aangeslotene geen nieuw arbeidsovereenkomst heeft afgesloten bij een werkgever die deel uitmaakt van hetzelfde toepassingsgebied van de CAO van 12 mei 2020, zijn volgende bepalingen van toepassing.

- binnen een termijn van één jaar, stelt het Waarborg en Sociaal Fonds voor de Begrafenisondernemingen – “Fonds 320”, of de inrichter, of de werknemer, de pensioeninstelling schriftelijk in kennis van de uittreding
- De pensioeninstelling deelt, uiterlijk binnen dertig dagen na deze kennisgeving, rechtstreeks aan de aangeslotene – de volgende gegevens mee:
  - o Het bedrag van de verworven reserves, desgevallend tot de bedragen gewaarborgd met toepassing van artikel 24 volgens de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen (WAP);
  - o Het bedrag van de verworven prestaties;
  - o De verschillende keuzemogelijkheden bedoeld in artikel 32, § 1 volgens de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen (WAP), met vermelding of de overlijdensdekking al dan niet behouden blijft.
  - o De pensioeninstelling stelt de aangeslotene hiervan onmiddellijk in kennis. Deze kennisgeving gebeurt schriftelijk of langs elektronische weg.
- Binnen de 30 dagen volgend op de kennisgeving zoals hierboven vermeld, stelt de aangeslotene de pensioeninstelling in kennis van zijn keuze. Zonder expliciete keuze wordt hij verondersteld aangesloten te blijven aan het sectorale aanvullende pensioenstelsel, met behoud van de opties zoals voorzien in art 32, §3, alinea 3 van de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen (WAP) en zijn besluiten
- De modaliteiten van de overdrachten zijn bepaald overeenkomstig art. 32 §4 van de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen (WAP) en zijn uitvoeringsbesluiten.
- Indien de aangeslotene zelf de pensioeninstelling in kennis stelt, alvorens de inrichter dit doet zoals hierboven beschreven, en communiceert dat hij aangesloten blijft aan het sectorale aanvullende pensioenstelsel, is de hierboven vermelde procedure niet van toepassing.

## 12.2 Keuzemogelijkheden

Wanneer de arbeidsovereenkomst van de aangeslotene beëindigd wordt om een andere reden dan het overlijden of het bereiken van de einddatum, heeft de aangeslotene de keuze tussen de volgende mogelijkheden:

- a. Hetzij de verworven reserve zonder wijziging van de pensioenbelofte laten bij de pensioeninstelling en op de einddatum of bij overlijden een kapitaal ontvangen;
- b. De verworven reserve overdragen naar een pensioeninstelling van de nieuwe werkgever waarmee hij een arbeidsovereenkomst sloot, indien hij aan de pensioentoezegging van die nieuwe werkgever aangesloten wordt;
- c. Hetzij de verworven reserve overdragen naar een andere pensioeninstelling die de totaliteit van haar winsten proportioneel met de reserves verdeelt onder de aangeslotenen, en die de kosten beperkt als gevolg van de regels bepaald door het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan werknemers en aan bedrijfsleiders.

Indien de aangeslotene geen expliciete keuze maakt binnen de dertig dagen, te rekenen vanaf de kennisgeving van de hierboven vermelde keuzemogelijkheden door de pensioeninstelling, wordt hij verondersteld gekozen te hebben voor het behoud van zijn reserves bij de pensioeninstelling zonder wijziging van de pensioenbelofte (punt a. hier voor).

Tot het einde van de looptijd blijft de aangeslotene over een dekking overlijden beschikken.

## 13. De manier van uitkeren

De aangeslotene of de rechthebbende(n) kan (kunnen) aan de pensioeninstelling de uitbetaling van de prestaties vragen in de vorm van een kapitaal of in de vorm van een rente. In het geval van uitbetaling ten voordele van een minderjarig kind zal deze keuze uitgeoefend worden door de overlevende ouder, of bij ontstentenis door zijn voogd.

De wijze van berekening van de rente is bepaald in de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen. Wanneer het jaarlijkse bedrag van de rente bij de aanvang ervan lager is dan of gelijk aan 500 EUR, wordt de prestatie in de vorm van een kapitaal betaald. Het minimum bedrag van 500 EUR wordt geïndexeerd volgens de bepalingen van de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen (spilindex – basis 1996 = 100 – op 1.1.2004 = 111,64).

In geval van overlijden van de aangeslotene brengt de pensioeninstelling de rechthebbenden van dit recht op transformatie in rente op de hoogte binnen de twee weken nadat hij van het overlijden op de hoogte is gebracht.

## 14. Begunstigde

### 14.1 De begunstigde van de uitkering op de einddatum

Indien de aangeslotene in leven is op de einddatum, wordt het kapitaal uitgekeerd aan de aangeslotene zelf.

Indien de voordelen bij leven niet binnen de 30 jaren na het bereiken van de einddatum door de aangeslotene worden opgevraagd, worden deze voordelen in het financieringsfonds gestort.

## 14.2 De begunstigde van de uitkering bij overlijden

Wanneer de aangeslotene voor het bereiken van de eindleeftijd overlijdt, zullen de prestaties bij overlijden aan de begunstigde(n) worden uitgekeerd op basis van de volgende volgorde en verdeling:

1. De echtgeno(o)t(e) van de aangeslotene of de wettelijk samenwonende partner behalve in de volgende gevallen:
  - a. De echtgenoten zijn gerechtelijk van tafel en bed gescheiden;
  - b. Een schriftelijk verzoek werd ingediend bij de rechtbank om de gerechtelijke echtscheiding of de scheiding van tafel en bed te verkrijgen;
2. Bij ontstentenis, in gelijke delen, aan de wettelijke, geadopteerde of erkende natuurlijke kinderen van de aangeslotene. Is een kind vooroverleden aan hun nakomelingen, in gelijke delen, voor het gedeelte dat zou toegekomen zijn aan de begunstigde in wiens plaats zij treden. Is er geen plaatsvervulling dan komt het deel van het vooroverleden kind in gelijke delen toe aan de andere kinderen van de aangeslotene;
3. Bij ontstentenis, aan de door aangeslotene aangeduide begunstigde(n) die zijn opgenomen in de begunstigingsclausule die als bijvoegsel bij zijn overeenkomst gaat of in de door de aangeslotene laatst verstuurd aangetekende brief, elk voor het deel dat hen wordt toegewezen;
4. Bij ontstentenis, in gelijk delen, aan de ouders van de aangeslotene en bij ontstentenis van één van hen aan de overlevende ouder;
5. Bij ontstentenis, in gelijke delen, aan de broers en de zusters en bij ontstentenis van één van hen aan zijn of haar kinderen; bij ontstentenis aan de andere broers of de zusters van de aangeslotene in gelijk delen;
6. Bij ontstentenis, aan de andere wettelijke erfgenamen van de aangeslotene in eigen naam;
7. Bij ontstentenis, aan het Financieringsfonds.

De aangeslotene mag afwijken van deze volgorde. Deze afwijking wordt opgenomen in een door de aangeslotene, de inrichter en de pensioeninstelling ondertekend bijvoegsel. Wanneer deze afwijking tot doel heeft de niet van tafel en bed gescheiden echtgenoot of de kinderen de begunstiging te ontzeggen, moet de echtgeno(o)t(e) met deze afwijking akkoord gaan in het licht van de wettelijke bepalingen over de respectievelijke rechten en plichten van echtgenoten en van hun huwelijksvermogensstelsel.

Wanneer de aangeslotene en de begunstigde overlijden zonder dat volgorde van overlijden kan bepaald worden, worden de prestaties uitgekeerd aan de plaatsvervanger(s) van de begunstigde(n).

Indien de voordelen bij overlijden niet binnen de 3 jaar na het overlijden van de aangeslotene door de rechthebbende(n) worden opgevraagd, worden deze voordelen in het Financieringsfonds gestort.

## 14.3 Aanduiding van de begunstigde

Binnen de wettelijke bepalingen en zonder dat de inrichter of de pensioeninstelling aansprakelijk kan worden gesteld voor een eventuele betwisting, kan de aangeslotene altijd, ofwel van de rangorde zoals bepaald in punt 14.2 De begunstigde van de uitkering bij overlijden" afwijken, ofwel één of meer begunstigde(n) aanwijzen. De aangeslotene dient deze afwijking schriftelijk per aangetekende brief aan de inrichter of aan de pensioeninstelling mee te delen, waarbij de laatste bij de inrichter of pensioeninstelling aangekomen aangetekende brief doorslaggevend zal zijn. Bij gebrek aan verdeling van de prestaties, zullen deze in gelijke delen verdeeld worden.

De schriftelijke aanvaarding van de begunstiging door de betrokken persoon maakt de begunstiging onherroepbaar zonder diens akkoord. Indien er geen schriftelijke aanvaarding van de begunstiging is, kan de aanduiding van de begunstigde vrij herroepen worden. Elke herroeping moet gebeuren volgens dezelfde procedure als hierboven beschreven.

## 15. Verplichtingen van de inrichter

De inrichter gaat tegenover alle werkgevers en aangeslotenen de verbintenis aan alles te doen wat nodig is voor de goede uitvoering van dit pensioenstelsel. Hij zal de bij de werkgever geïnde pensioentolagen zo spoedig mogelijk aan de pensioeninstelling overmaken. Bovendien zal hij alle voor het beheer van het pensioenstelsel benodigde gegevens overmaken.

De inrichter maakt hiervoor gebruik van de persoonsgegevens zoals meegedeeld uit het netwerk van de Sociale Zekerheid door de Kruispuntbank Sociale Zekerheid aan de inrichter, alsook de wijzigingen dewelke tijdens de duur van de aansluiting in voormelde gegevens voorkomen.

De pensioeninstelling behandelt deze gegevens vertrouwelijk. Ze mogen uitsluitend gebruikt worden voor het beheer van het sectoraal pensioenstelsel, met uitsluiting van elk ander al dan niet commercieel oogmerk. Iedere persoon van wie persoonlijke gegevens bewaard worden, heeft het recht om inzage en verbetering ervan te verkrijgen. Hij moet zich in dat geval schriftelijk tot de pensioeninstelling of de inrichter richten, en daarbij een kopie van zijn identiteitskaart voegen.

## 16. Verplichtingen van de aangeslotene en de rechthebbende

De aangeslotene of de rechthebbende zal alle ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken die nodig zijn opdat de pensioeninstelling zijn verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn rechthebbenden kan uitvoeren, op eenvoudige vraag overmaken.

Zolang de aangeslotene deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaakt, zullen de inrichter en de pensioeninstelling hun verplichtingen tegenover de aangeslotene met betrekking tot het aanvullend pensioen dat in dit reglement wordt beschreven, niet kunnen uitvoeren. Er kan in dat geval geen sprake zijn van enige vorm van vergoeding of verwijlinterest voor een gebeurlijke late uitbetaling van rechten.

Indien de aangeslotene of de rechthebbende(n) zich niet spontaan en binnen een redelijke termijn aanmelden, zal de inrichter en de pensioeninstelling zich van al haar wettelijke verplichtingen tot opzoeking van de aangeslotene en de rechthebbende(n) kwijten. De pensioeninstelling noch de inrichter kunnen aansprakelijk gesteld worden indien deze opzoeking zonder gevolg blijven.

De aangeslotene en de rechthebbende blijven verantwoordelijk voor de inlichtingen die ze overmaken. De inrichter en de pensioeninstelling kunnen niet aansprakelijk gesteld worden voor de gevolgen van laattijdige of foutieve informatie.

## 17. Gevolgen van het niet betalen van de dotaties

De RSZ zal de verschuldigde dotaties via de inrichter aan de pensioeninstelling overmaken.

De pensioeninstelling zal iedere aangeslotene uiterlijk binnen de 3 maanden volgend op de datum waarop zij kennis kreeg van een betalingsachterstand, door middel van een op zijn persoonlijk adres gestuurde brief op de hoogte brengen.

## 18. Fiscale bepalingen

### 18.1 Algemeen

De informatie opgenomen in dit artikel wordt verstrekt ten strikt indicatieve titel en onder voorbehoud van eventuele wijzigingen of interpretatie in de fiscale wetgeving of regelgeving.

### 18.2 Toepasselijke fiscale wetgeving

Wanneer de aangeslotene en de rechthebbende hun woon-en/of werkplaats in België hebben, en de werkgever in België is gevestigd, is de Belgische fiscale wetgeving van toepassing op zowel de pensioenbijdragen als op de uitkeringen.

Is dit niet het geval, dan zouden de fiscale en/of sociale lasten kunnen verschuldigd zijn op basis van een buitenlandse wetgeving, in uitvoering van de internationale verdragen die in dat verband gelden.

### 18.3 Belastingstatuut van de pensioentoeelage

Op basis van de Belgische fiscale wetgeving van kracht op de ingangsdatum van dit pensioenreglement, vormen de werkgeverstoelagen in principe aftrekbare beroepskosten in de vennootschapsbelasting, en geven geen aanleiding tot bijkomende heffing in de rechtspersonenbelasting, noch tot een dadelijk belastbaar voordeel voor de aangeslotene.

Behoudens andersluidende wettelijke bepalingen, mag het bedrag, uitgedrukt in jaarlijkse rente

- Van de voorziene uitkeringen naar aanleiding van pensionering in uitvoering van dit pensioenreglement
- Van het wettelijk pensioen
- Van andere aanvullende pensioenuitkeringen waarop de aangeslotene recht heeft

evenwel 80 % van het laatste normale brutojaarloon niet overschrijden, rekening houdend met de normale duur van een beroepswerkzaamheid, en met een overdraagbaarheid van de rente ten gunste van de overlevende echtgeno(o)t(e) van 80%, en met een indexatie van de rente.

De normale duur van beroepsactiviteit is vastgelegd op 50 jaar. Het laatste normale brutojaarloon is het brutojaarloon dat gezien de vorige lonen van de aangeslotene, als normaal kan worden beschouwd en dat hem wordt betaald of toegekend tijdens het laatste jaar dat aan zijn pensionering voorafgaat tijdens hetwelk hij een normale beroepsactiviteit heeft uitgeoefend.

Indien een werkgever voor een aangeslotene nog andere aanvullende pensioenvoordelen zou voorzien dan diegene die voortkomen uit dit pensioenreglement, zal een gebeurlijke overschrijding van de fiscaal toegelaten grens aangerekend worden op de financiering van die andere pensioenvoordelen.

### 18.4 Taxatie van de verzekerde prestaties

De taxatie van de verzekerde prestaties is ten laste van de begunstigde. De betaling van de winstdeling is vrijgesteld van belasting voor de natuurlijke personen in zoverre ze tegelijkertijd wordt uitgekeerd met de kapitalen of renten die voortvloeien uit dit reglement. De uitgekeerde prestaties zullen belast worden volgens de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op het tijdstip van uitbetaling.

Elke huidige of toekomstige belasting of taks, toepasbaar op dit reglement of verschuldigd ter gelegenheid van de uitvoering ervan, zijn verschuldigd volgens de bepalingen van de wetgeving die ze invoert. Bij overlijden van de aangeslotene zijn de door de begunstigen ontvangen bedragen het voorwerp van een aangifte bij de Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen, zodat er desgevallend successierechten op geheven kunnen worden.

## 19. Toezichtscomité

Indien de pensioeninstelling niet op paritaire wijze wordt beheerd, wordt een toezichtscomité opgericht dat voor de helft is samengesteld uit leden die de werknemers vertegenwoordigen aan wie de onderhavige pensioentoezegging wordt gedaan, aangeduid overeenkomstig de bepalingen van de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen (WAP).

Dit toezichtscomité ziet toe op de goede uitvoering van de pensioentoezegging door de pensioeninstelling en wordt jaarlijks in het bezit gesteld van het beheersverslag alvorens de pensioeninstelling dit ter beschikking stelt van de inrichter.

In geval de bijdragen gestort worden in een afgezonderd fonds van de pensioeninstelling, beslist het toezichtscomité jaarlijks welk percentage van de winst gerealiseerd in het afgezonderd fonds aan de aangeslotenen als winstdeelneming zal toegekend worden.

## 20. Reserves afkomstig uit een vroegere tewerkstelling

Indien een aangeslotene bij zijn toetreding zijn verworven reserves met betrekking tot een vroegere tewerkstelling, voor zover deze reserves onder het toepassingsgebied van de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen (WAP) vallen, wenst over te dragen naar het huidige sectoraal pensioenstelsel, zal hij de inrichter en de pensioeninstelling hierover inlichten en haar deze reserves overmaken. De pensioeninstelling zal deze reserves beheren overeenkomstig de bepalingen van de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen (WAP).

## 21. Informatie

### 21.1 Het pensioenreglement

De inrichter stelt de tekst van het pensioenreglement ter beschikking aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

### 21.2 Jaarlijkse informatie

#### Pensioenfiche

Ieder jaar brengt de pensioeninstelling elke aangeslotene door middel van een papieren of elektronische pensioenfiche op de hoogte van

- De verworven reserves en prestaties,
- De verwachte prestatie in geval van leven,
- De prestatie in geval van overlijden,

- Het bedrag van de verworven reserve van het afgelopen jaar,
- Het financieringsniveau,
- Eventuele andere gegevens, zoals deze met gemeenschappelijk akkoord van het toezichtsc comité en van de pensioeninstelling zijn bepaald.

#### Historisch overzicht

Op eenvoudig verzoek van de aangeslotene deelt de pensioeninstelling een historisch overzicht mee van de voormelde gegevens met betrekking tot de aansluiting bij de pensioeninstelling.

#### Informatie betreffende de bedragen in rente

Voor alle aangeslotenen vanaf de leeftijd van 45 jaar deelt de pensioeninstelling tenminste om de vijf jaar het bedrag mee van het bij pensionering te verwachten kapitaal op de normale einddatum en, indien het kapitaal kan worden omgezet in rente volgens de bepalingen van dit pensioenreglement, de te verwachten rente op de normale einddatum.

Deze mededeling geldt niet als kennisgeving van een recht op een aanvullend pensioen.

### 21.3 Beheersverslag

De pensioeninstelling stelt jaarlijks een verslag over het beheer van de pensioentoezegging op. Daarin is onder meer de volgende informatie opgenomen:

- De wijze van financiering van de pensioentoezegging en de structurele wijzigingen in die financiering;
- De beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- Het rendement van de beleggingen;
- De kostenstructuur;
- De verdeling van de winst.

De tekst van het beheersverslag wordt door de inrichter ter beschikking gesteld aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

### 21.4 Verklaring inzake de beleggingsbeginselen

De pensioeninstelling stelt een schriftelijke verklaring op met de beginselen van haar beleggingsbeleid. Zij herziert deze verklaring ten minste om de drie jaar en onverwijld na elke belangrijke wijziging van het beleggingsbeleid.

Deze verklaring omvat de toegepaste wegingsmethoden voor beleggingsrisico's, de risicobeheer procedures en de strategische spreiding van de activa in het licht van de aard en de duur van de pensioenverplichtingen.

De verklaring inzake de beleggingsbeginselen wordt ter beschikking gesteld van de inrichter die het op eenvoudig verzoek meedeelt aan de aangeslotenen.

### 21.5 Jaarrekening en jaarverslag van de pensioeninstelling

De pensioeninstelling houdt de jaarrekening en het jaarverslag van de pensioeninstelling en



desgevallend ook degene die met het betrokken pensioenstelsel overeenstemmen, ter beschikking van de inrichter die het op eenvoudig verzoek meedeelt aan de aangeslotenen.

## 22. Financieringsfonds

Het financieringsfonds wordt beheerd door de pensioeninstelling en ontvangt hetzelfde globaal rendement (prorata temporis) dat aan de wiskundige reserves toegekend wordt.

Het fonds wordt gefinancierd door

- De dotaties die door de RSZ via de inrichter aan de pensioeninstelling overgemaakt worden;
- De reserves waarop de aangeslotene geen aanspraak kan maken;
- De kapitalen overlijden waarvan het financieringsfonds de rechthebbende is;
- De toegekende interest en winstdeelname.

Het fonds wordt gedebiteerd voor:

- Driemaandelijke stortingen toegewezen aan de individuele polissen "uitgesteld kapitaal met terugbetaling van de reserve in het geval van overlijden";
- De aanvullingen die vereist zijn om het vereiste rendement waarvan sprake in artikel 24 van de WAP te bereiken;
- Elk ander bedrag beslist door de inrichter, voor zover dit is toegewezen aan een verhoging van de voordelen van de aangeslotenen;
- De beheerskosten van de pensioeninstelling.

De pensioeninstelling bezorgt jaarlijks een verslag van het beheer van het financieringsfonds aan de inrichter, met daarin alle financiële bewegingen, hun valutadatum en hun reden.

Binnen de wettelijke mogelijkheden beslist de inrichter over de bestemming van het financieringsfonds. Het fonds is bestemd voor de aangeslotenen en/of zijn rechthebbenden en zijn tegoeden mogen nooit, zelfs niet gedeeltelijk, teruggestort worden aan de inrichter.

Het financieringsfonds mag nooit een negatief saldo vertonen. Elke verrichting die het saldo van het fonds op een negatief bedrag zou brengen, wordt uitgesteld tot de financiële middelen van het fonds toelaten ze te realiseren. Als de pensioeninstelling de onmogelijkheid om een verrichting te realiseren vaststelt, informeert ze onmiddellijk de inrichter, die gepaste maatregelen dient te nemen.

## 23. Wijziging van dit reglement

Dit pensioenreglement kan gewijzigd of stopgezet worden door een collectieve arbeidsovereenkomst die in het bevoegde Paritair Comité gesloten wordt. Een wijziging of stopzetting van het pensioenreglement kan in geen geval leiden tot een vermindering van de verworven reserves.

Indien bij opheffing van het pensioenstelsel de bij de pensioeninstelling aanwezige reserves met inbegrip van het saldo van het financieringsfonds de som van alle verworven reserves overtreffen, verworven de aangeslotenen een aandeel in het overschot aan aanwezige reserves dat in verhouding staat tot de door hen verworven reserves. Dezelfde regels worden gevolgd bij verdwijning van de inrichter.

In geval opheffing van het pensioenreglement, zullen de contracten van de actieve aangeslotenen omgezet worden in contracten van het type "uitgesteld kapitaal met terugbetaling van de reserves bij overlijden" maar zonder verdere betaling van bijdragen voor de aangeslotenen.

## 24. Slotbepalingen

Onderhavig pensioenreglement wordt aangevuld door een beheersovereenkomst afgesloten tussen de inrichter en de pensioeninstelling met de verplichtingen van de betrokken partijen, de administratieve procedures en de tarifieringsregels. In geval van strijdigheid primeren de bepalingen van onderhavig pensioenreglement.

## 25. Geschillen en toepasselijk recht

Het Belgische recht is van toepassing op dit reglement. Gebeurlijke geschillen tussen de partijen in verband ermee behoren tot de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.

## 26. Overige bepalingen – Bijlage GDPR

Het pensioenreglement wordt als volgt vervolledigd om het in overeenstemming te brengen met de wetgeving inzake verwerking van persoonsgegevens, meer bepaald: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (Pb.L. 119/1 van 4 mei 2016).

### **Bescherming van de persoonlijke levenssfeer**

AG Insurance en de inrichter hechten een bijzonder belang aan de bescherming van persoonsgegevens en verwerken deze zorgvuldig conform de bepalingen van de toepasselijke privacywetgeving, de privacyverklaring van AG Insurance (beschikbaar op [www.aginsurance.be](http://www.aginsurance.be)) en/of het toepasselijke privacybeleid van de inrichter.

### Verwerkingsdoeleinden

De inrichter heeft aan de werknemers tewerkgesteld in de sector een aanvullend pensioen toegekend. Hiertoe heeft de inrichter een groepsverzekering afgesloten met AG Insurance. Met het oog op de uitvoering van de groepsverzekering ontvangt AG Insurance persoonsgegevens van de inrichter of van derden. Zowel de inrichter als AG Insurance zijn verantwoordelijke voor de verwerking.

De verkregen persoonsgegevens kunnen door AG Insurance en/of de inrichter worden verwerkt voor de volgende doeleinden:

- het beheer van de groepsverzekering op basis van een wettelijke verplichting;
- het voldoen aan wettelijke en reglementaire verplichtingen zoals fiscale verplichtingen of het voorkomen van het witwassen van geld en dit op grond van een wettelijke bepaling;
- het beheer van het personenbestand voor de uitvoering van de verzekeringsovereenkomst;
- de opmaak van statistieken, de detectie en preventie van misbruiken en fraude, het samenstellen van bewijzen, de beveiliging van goederen, personen, informaticanetwerken en –systemen van AG Insurance, de optimalisatie van de processen (bijvoorbeeld inzake de evaluatie en acceptatie van een risico), en dit op grond van het gerechtvaardigd belang van AG Insurance;
- de adviesverlening bijvoorbeeld inzake pensioenopbouw en over de opties bij pensionering op grond van het gerechtvaardigd belang van AG Insurance, tenzij de betrokkene zich hiertegen verzet.

Voor het vervullen van deze doeleinden kan AG Insurance ook persoonsgegevens ontvangen van de betrokkene zelf.

In voorkomend geval kunnen deze verwerkingsdoeleinden gebaseerd zijn op de toestemming van de betrokkene.

#### Categorieën van verwerkte persoonsgegevens en mogelijke ontvangers

Volgende categorieën van persoonsgegevens kunnen worden verwerkt door AG Insurance: identificatie- en contactgegevens, financiële gegevens, persoonlijke kenmerken, beroep en betrekking, samenstelling van het gezin, gerechtelijke gegevens.

Deze persoonsgegevens kunnen, indien dit noodzakelijk is voor de voornoemde doeleinden en in overeenstemming met de privacywetgeving, door AG Insurance worden meegedeeld aan andere tussenkomenende verzekeringsmaatschappijen, hun vertegenwoordigers in België, hun contactpunten in het buitenland, de betrokken herverzekeringsmaatschappijen, een expert, een advocaat, een technisch adviseur of een verwerker. Bovendien kunnen de gegevens worden meegedeeld aan om het even welke persoon of instantie in het kader van een wettelijke verplichting of een administratieve of rechterlijke beslissing of indien er een gerechtvaardigd belang bestaat.

Het is mogelijk dat AG Insurance de persoonsgegevens buiten de Europese Economische Ruimte (EER) overdraagt, naar een land dat, desgevallend, niet een passend beschermingsniveau voor persoonsgegevens kan garanderen. In deze gevallen beschermt AG Insurance echter de gegevens door de IT-beveiliging te vergroten en door contractueel een verhoogd beveiligingsniveau te eisen van zijn internationale tegenpartijen.

#### Rechten van de betrokkene

Binnen de grenzen van de wet:

- heeft de betrokkene het recht om kennis te nemen van zijn/haar gegevens, om ze, in voorkomend geval, te laten corrigeren;
- heeft de betrokkene het recht zich te verzetten tegen de verwerking van zijn/haar gegevens, het recht om de verwerking van zijn/haar gegevens te laten beperken, alsook het recht om zijn/haar gegevens te laten verwijderen. In die gevallen is het mogelijk dat AG Insurance de contractuele relatie niet kan uitvoeren.

Hiertoe kan de betrokkene een gedateerde en ondertekende aanvraag richten aan de Data Protection Officer ('DPO') van AG Insurance, samen met een tweezijdige kopie van zijn/haar identiteitskaart, of zich wenden tot de inrichter via de gebruikelijke kanalen van de inrichter.

De Data Protection Officer van AG Insurance kan worden bereikt op volgende adressen:

Per post: AG Insurance – Data Protection Officer  
Emile Jacqmainlaan 53, 1000 Brussel

Of per e-mail: [AG\\_DPO@aginsurance.be](mailto:AG_DPO@aginsurance.be)

Klachten kunnen worden ingediend bij de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Meer informatie over hoe AG Insurance persoonsgegevens beschermt en over hoe de betrokkene zijn/haar rechten kan uitoefenen, is terug te vinden in de Privacyverklaring van AG Insurance op [www.aginsurance.be](http://www.aginsurance.be).

## **Bijlage 2: financieringsreglement**

### **1. Doel en voorwerp van het financieringsreglement**

Dit financieringsreglement wordt opgemaakt in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 2020 tot invoering van een sectoraal pensioenplan voor de de werkgevers en werknemers, tewerkgesteld in PC 320.

Het financieringsreglement legt de regels en de modaliteiten inzake de financiering van het sectoraal pensioenplan vast.

### **2. Aanvang**

Het financieringsreglement vangt aan op 1 januari 2017.

### **3. Bijdragen en bijdragepercentages**

De bijdragen voor de financiering van het sectoraal pensioenstelsel worden berekend door de inrichter op basis van artikel 2 van de CAO van 12 mei 2020.

De éénmalige premie bij de opstart van het plan wordt als volgt berekend:

Per werknemer die in Q1 of Q2 2020 een prestatie heeft en niet gepensioneerd is, wordt er een éénmalige premie gestort in 2020 gelijk aan :

- 2e kwartaal 2017: 0,6 % van het referteloon
- 3e kwartaal 2017: 1,2 % van het referteloon
- 4e kwartaal 2017: 0,6 % van het referteloon
- Vanaf 1<sup>e</sup> kwartaal 2018 tot 4<sup>e</sup> kwartaal 2019: 0,3 % van het referteloon
- Een vaste premie voor 2017, 2018 en 2019 van:
  - o 250 € bij een tewerkstelling van minstens 4/5den
  - o 150 € bij een tewerkstelling van minstens 1/2de
  - o 100 € bij een tewerkstelling van minstens 1/3de